

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 11 octobre 2025

Je crois que ma fille s'est réconciliée avec moi, alors je suis le plus heureux des hommes.

On ne parvient toujours pas à avancer, tant pis, patience.

Ici, pas de démagogie ou d'instrumentalisation, pas d'hypocrisie, de sournoiserie ou de coups tordus, on se dit tout, on n'a rien à cacher, on se tape complètement du qu'en-dira-t-on, on n'est pas là pour faire plaisir à quiconque, mais uniquement pour faire avancer la cause des exploités et des opprimés du monde entier. On impose rien, on expose ou explique, c'est deux comportements opposés.

Pas de cadavres dans les placards, on ne trimballe pas de vieilles gamelles non plus, pas d'ambition personnelle, rien à vendre, tout à donner, c'est peut-être pour cela qu'on est pauvre, merde, je n'y avais pas pensé !

On est radical, on ne plaisante pas avec les principes, on s'impose une certaine discipline, mais on n'est pas autoritaire, on a en horreur l'autoritarisme, on respecte la parole donnée, on a confiance dans le peuple opprimé, beaucoup moins dans les intellectuels ou ceux qui parlent en son nom, la plupart sont des imposteurs.

On n'interprète rien au premier degré, on prend toujours du recul, on essaie d'être logique, de faire preuve de nuance, de faire la part des choses. On sait qu'il n'y a pas un média ou un acteur politique qui serait entièrement honnête, cela n'existe pas, on les a déjà tous pris en défaut, avec l'expérience, c'est devenu un jeu d'enfant de démasquer le lézard chez eux, généralement ils finissent par se démasquer eux-mêmes, comme quoi ils sont très cons ou ils ne peuvent pas faire autrement.

Quotidiennement, en faisant ma revue de presse étendue à quelques blogs dit alternatifs, je laisse de côté 80 à 90% des sujets proposés, et dans ce que je garde, je balance encore les trois quart au moins, cela laisse du temps pour réfléchir à ceux qu'on a conservés et éviter d'écrire des conneries, cela arrive, mais c'est rare et involontaire.

Une des plaies qu'il faut combattre féroce, c'est la démagogie, car elle conduit à toutes les dérives, jusqu'à faire parfois à la longue des révolutionnaires des fachos ou à s'accommoder des pires crimes ou injustices. Je ne parle de la réaction, j'évoque les rangs du mouvement ouvrier ou les médias dits sociaux qui sont plus dangereux encore car ils avancent masqué.

J'ai totalement cessé d'envoyer des commentaires à des blogs que je qualifie de pourris et d'un cynisme sans fond. Comment ils fonctionnent pour appâter les naïfs ? Exactement comme les représentants du NFP, les ONG, en vitrine ils défendent certaines causes et dans l'arrière-cour, ils nous matraquent avec l'artillerie lourde, des fachos déguisés en géopoliticiens, des journalistes

auto-proclamés officiant dans des médias d'extrême droite, des souverainistes présentés comme républicains ou démocrates invités régulièrement par les mêmes médias, etc. ils distillent leur idéologie, leur haine de la classe ouvrière et du socialisme, c'est si naturel chez eux que personne ne le remarque, et c'est comme cela qu'ils arrivent à embobiner ceux qui les lisent ou les écoutent.

Ils flattent leur individualisme, leurs faiblesses, leurs intérêts individuels, et une fois mis en confiance, ils mitraillent le peuple. D'ailleurs, c'est bien simple, pour en avoir confirmation, il suffit de lire les commentaires qui suivent leurs articles pour tester la réaction des lecteurs, plus de 90% les approuvent et traitent le peuple de con ou de tous les noms, autrement dit la sauce réactionnaire aura prise. Cela fonctionne comme un rouleau compresseur, donc vous ne pouvez rien faire. Vérifiez-le vous-même, mais faites bien attention de ne pas tomber dans le piège.

Maintenant, quand je propose des extraits d'articles dans la rubrique « *Lu* », cela signifie que l'auteur est infréquentable, selon moi, je le fais disparaître pour ne pas en faire la promotion inutilement. Je me fous de l'orientation politique de l'auteur en tant que tel, c'est l'orientation politique de son article que je juge passable ou condamnable.

J'ai quand même une responsabilité dans tout cela, vous comprenez. Des lecteurs m'ont écrit qu'ils étaient prêts à me faire confiance les yeux fermés, cela m'a mis en colère, car c'est bien la dernière chose que j'attendais d'eux. Je pourrais signer tout ce que vous écrivez, ben voyons, pour un peu ils imiteraient ma signature, je les dénoncerais !

Je vous assure qu'on se casse la tête pour des choses qui n'en valent pas la peine, et on passe à côté de l'essentiel, cela mérite qu'on y réfléchisse. Qu'est-ce qu'on veut vraiment, le sait-on seulement ? Si oui, dites-moi, pourquoi la minute suivant on n'y pense déjà plus ? C'est curieux tout de même, car personne ne s'en aperçoit, c'est cela le plus fort ! On va chercher des trucs compliqués pour expliquer des choses très simples qu'on a sous les yeux, c'est pour cela qu'il faut les garder grands ouverts...

France. Cornuto 2 est déjà de retour !

Sébastien Lecornu a dit à Emmanuel Macron qu'il ne souhaitait pas être renommé Premier ministre - BFMTV 6 octobre 2025

Et cinq jours plus tard...

Sébastien Lecornu renommé Premier ministre par Emmanuel Macron - BFMTV 11 octobre 2025

"Une honte démocratique", "un bras d'honneur" : l'opposition indignée après la reconduction de Sébastien Lecornu à Matignon - BFMTV 11 octobre 2025

Ils avaient bien réélu Macron, alors hein ?

"On est chez les fous": démission puis nomination de Sébastien Lecornu... - BFMTV 11 octobre 2025

La gauche radicale (France insoumise, LFI), l'extrême droite (Rassemblement national) et le Parti communiste ont immédiatement promis vendredi soir, après la reconduction par Emmanuel Macron

du Premier ministre démissionnaire Sébastien Lecornu, de censurer le prochain gouvernement. ParisMatch 11 octobre 2025

"Nous rappelons de manière très claire ce soir au Premier ministre que s'il n'y a pas dès sa déclaration de politique générale la confirmation de l'abandon du 49-3 (adoption d'un texte sans vote, ndlr), des mesures pour protéger et renforcer le pouvoir d'achat des Français et une suspension immédiate et complète de la réforme des retraites, nous le censurerons", a déclaré à l'AFP le secrétaire général du PS Pierre Jovet. BFMTV 11 octobre 2025

En famille avec l'UE, ils misent "sur la continuité", on n'en a jamais douté.

Budget 2026 : Roland Lescure promet un budget respectueux des engagements européens - RT 10 oct. 2025

Roland Lescure, à Luxembourg, a réaffirmé la volonté de la France de présenter un budget 2026 stable, malgré l'instabilité gouvernementale. Le ministre démissionnaire de l'Économie insiste sur le respect des engagements européens et sur la nécessité d'adopter un budget consensuel.

Jeudi 9 octobre, à l'Eurogroupe de Luxembourg, Roland Lescure a tenté de calmer les inquiétudes européennes. *« Il y a une majorité de parlementaires en France qui veulent la stabilité et qui s'accordent sur une chose : nous avons besoin d'un budget pour 2026, respectueux des engagements pris envers nos amis européens »,* a-t-il déclaré.

Cette sortie intervient après la démission surprise de Sébastien Lecornu lundi, plongeant l'exécutif dans l'incertitude. Macron, en consultations accélérées, doit désigner un successeur dans la journée de vendredi. Roland Lescure maintient les prévisions 2025 : 0,7 % de croissance et 5,4 % de déficit public. Il affirme qu'il s'agira d'un « bon budget ».

Malgré les incertitudes, Bercy mise sur la continuité pour éviter une paralysie et des sanctions européennes, alors que l'Eurogroupe scrute les trajectoires budgétaires françaises. RT 10 oct. 2025

Lu.

Lors de la deuxième présidence Macron, à compter de 2022, six gouvernements se sont succédé : le gouvernement Borne (1 an et presque 8 mois), le gouvernement Attal (presque 8 mois), le gouvernement Barnier (3 mois), le gouvernement Bayrou (presque 10 mois), les deux gouvernements Lecornu (27 jours) – dont le dernier a tenu moins de 24 heures.

L'instabilité gouvernementale, et donc politique, est flagrante. La présidence Macron rivalise dès lors avec les Républiques parlementaires antérieures, dont le régime d'assemblée conduisait à rendre le pays ingouvernable. La moyenne de vie d'un gouvernement sous la deuxième présidence Macron est de 8,2 mois (sans tenir compte du dernier gouvernement Lecornu, de quelques heures), quand elle était de 8,1 mois sous la III^e République et de 6 mois sous la IV^e.

Dans tous les cas, la démocratie est un mode de gouvernance majoritaire. Or, en nommant, en 2024 et depuis, des gouvernements qui ne correspondent pas à ce principe, Macron a violé le principe

démocratique de notre société. Il l'a remplacé, dans la logique globaliste, par le principe minoritaire : une minorité doit gouverner le pays, et la majorité doit se soumettre à la volonté de cette minorité.

Mais quelle est cette minorité ?

Il ne s'agit pas d'un système élitiste, devant conduire au gouvernement des « *meilleurs* », ni au gouvernement des plus « *sages* ». Il s'agit banalement de la mise en place d'un « *gouvernement de caste* », non pas sociale, mais idéologique – même si les deux peuvent se recouper.

La faiblesse de cette caste globaliste est qu'elle ne peut pas ouvertement déclarer, sauf à perdre toute légitimité, qu'elle va gouverner contre l'intérêt national, contre le peuple, tout en entendant utiliser les mécanismes étatiques et la population nationale à des fins extérieures, dans l'intérêt d'une minorité contre la majorité. Il lui est donc impossible – pour l'instant – de créer un « *parti globaliste* ».

Mais pour accéder au pouvoir et ensuite le conserver, elle est obligée de passer par les mécanismes démocratiques, notamment celui de l'élection. Or, par principe, l'élection permet de dégager le principe majoritaire. C'est bien pourquoi la véritable ligne de fracture idéologique, qui se trouve entre « *étatistes* » et « *globalistes* », traverse tous les partis politiques français. Ainsi, la caste globaliste a pu infiltrer les institutions publiques.

Pour autant, l'illusion ne dure qu'un temps, et les visages commencent à être (re)connus. De là découle l'instabilité gouvernementale en France, qui devient chronique, puisque le paysage politique ne correspond plus au véritable visage du pays. Macron, qui a disparu des écrans en laissant Lecornu monter en première ligne, a annoncé la prochaine nomination d'un nouveau Premier ministre. Les bruits concernant la reconduction de Lecornu ont été démentis ; lui-même a déclaré ne pas vouloir rempiler. Les figures qui ne sont pas marquées et pourraient avoir un minimum de crédibilité se font de plus en plus rares. Les anciens proches de Macron, comme Gabriel Attal et Édouard Philippe, le lâchent ouvertement.

Macron est trop toxique. Mais changer de visage sans changer de ligne idéologique, tout en utilisant au moins formellement les mécanismes démocratiques et sans provoquer un mouvement de rejet, devient quasiment impossible. Le problème qui se pose pour un Premier ministre globaliste acceptable est le même que pour un président globaliste éligible.

Les élites globalistes sont ici aussi dans une impasse : elles ne peuvent avancer à terrain découvert, et les menaces politico-médiatiques (sanitaire ou russe) ne sont plus suffisantes pour forcer une consolidation temporaire, tant des élus que du peuple, fondée sur la peur.

Or, ces élites sont politiquement trop faibles et illégitimes à l'intérieur des pays qu'elles gouvernent pour pouvoir annoncer la fin des régimes démocratiques, même devenus virtuels.

J-C - D'où le recours à l'extrême droite dont c'est justement la fonction pour ainsi dire historique, faire disparaître toute trace de démocratie, déclarer hors la loi le mouvement ouvrier, etc.

Pantomime et panthéonisation.

Quand ils règlent leurs comptes, ils commettent souvent l'erreur de dévoiler un aspect de la vérité qui révèlent leurs réelles intentions ou leurs mystifications.

- Marion Maréchal et Éric Zemmour ont accusé Robert Badinter d'avoir pratiqué, je cite, une politique judiciaire « *laxiste* », or il fit exactement l'inverse.

Robert Badinter a été ministre de François Mitterrand de 1981 à 1986. Or, entre 1982 et 1988, « *le nombre de personne incarcérées croît fortement (63 %)* », selon un bulletin d'information du ministère de la Justice de l'époque : de 30 340 détenus au 1er janvier 1982, ce nombre passe à 49 328 six ans plus tard. L'inverse du « *vide* ». (Source : Le HuffPost 9 octobre 2025)

Quelle crasse mystification !

Robert Badinter entre au Panthéon : droits des homosexuels, conditions de vie des détenus, justice internationale... Cinq combats méconnus de l'ancien garde des Sceaux - franceinfo.fr 9 octobre 2025

franceinfo.fr - Le plus âpre : la fin de la discrimination pénale des personnes homosexuelles

J-C – Soit, mais... Quelques décennies plus tard on assistera à la promotion de la transsexualité et de la théorie du genre qui feront des ravages dans la jeunesse, de même que la pédocriminalité.

franceinfo.fr - Le plus impopulaire : l'amélioration des conditions de vie des détenus

J-C - Quelques décennies plus tard la surpopulation carcérale ou le mauvais traitement des détenus battra chaque mois de nouveaux records...

franceinfo.fr - Le plus global : la création d'une justice internationale pérenne

J-C - Quelques décennies plus tard le « *droit international* » dont ils se réclament presque tous sera piétiné quasiment quotidiennement par l'ensemble des puissances occidentales impérialistes dont Israël...

franceinfo.fr - Le plus intime : la lutte contre l'antisémitisme et le négationnisme

J-C - Quelques décennies plus tard elle donnera lieu à la seconde Nakba ou au génocide des Palestiniens de la bande de Gaza. Elle a surtout servi le sionisme et à criminaliser ses opposants...

franceinfo.fr - Le plus incarné : la défense des victimes d'accidents de la route

J-C - C'est en réalité le plus caricatural, c'est moi qui le souligne :

Imaginez, avec la loi Badinter votée en 1985, tout conducteur est devenu un assassin en puissance, vous allez tout de suite comprendre pourquoi.

- "Avant, le conducteur pouvait se défendre en invoquant la faute de la victime, si elle traversait en dehors des clous ou en lisant son journal", illustre Christophe Quézel-Ambrunaz, professeur de droit privé à l'université Savoie-Mont-Blanc. franceinfo.fr

J-C - Vous avez bien lu, n'importe qui traverse la chaussée n'importe où n'importe quand, si au volant vous n'avez pas le réflexe suffisant pour l'éviter, alors qu'il n'a rien affaire là, vous serez déclaré coupable d'homicide involontaire. En Inde cela ne vaut guère mieux, vous risquerez d'être lynché à mort !

En complément.

Vénissieux : Après des propos « pro-Hamas » dans une manifestation, la préfète du Rhône fait un signalement à la justice - 20 Minutes/AFP 8 octobre 2025

« Vive le déluge d'Al-Aqsa ». Ce slogan, inspiré du nom donné par le mouvement islamiste palestinien Hamas à son attaque en Israël le 7 octobre 2023, a été scandé lors d'une manifestation non déclarée à Vénissieux, en périphérie de Lyon, mardi soir. La même phrase était inscrite sur une banderole en tête du cortège, qui a rassemblé environ 200 personnes.

La préfète du Rhône, Fabienne Buccio, a annoncé ce mercredi qu'elle allait adresser un signalement à la justice pour « *apologie du terrorisme* » après ces propos tenus lors de cette manifestation propalestinienne.

Les vidéos circulant sur les réseaux sociaux, où l'on peut entendre le slogan « Vive le déluge d'Al-Aqsa », ont été dénoncées notamment par Marion Maréchal ou la députée RN du Rhône Tiffany Joncour. 20 Minutes/AFP 8 octobre 2025

Que serait la colonisation sans la « colonisation de l'esprit ».

Irak, Népal, révolutions de couleur en Ukraine et en Géorgie: comment les États-Unis mènent une campagne délibérée de "colonisation de l'esprit" - sputniknews.africa 9 octobre 2025

Un récent rapport de l'Institut Xinhua intitulé "*Colonisation de l'esprit*", dénonce la guerre cognitive US visant à maintenir l'hégémonie mondiale par la manipulation idéologique et l'érosion de la souveraineté culturelle.

La désinformation a justifié l'invasion de l'Irak.

Les récentes manifestations au Népal, "*soutenues par l'USAID*", ont renversé le Premier ministre.

"*Les États-Unis instrumentalisent la 'démocratie' et les 'droits de l'homme' pour justifier des interventions comme en Irak et promouvoir des discours occidentaux, érodant ainsi la souveraineté physique, financière, informationnelle et culturelle par le biais de sanctions ou de programmes de l'USAID, alimentant ainsi les troubles*", dit l'expert Angelo Giuliano, analyste géopolitique.

Une riposte potentielle à la guerre cognitive américaine serait l'approche chinoise promouvant "*la non-ingérence, la confiance culturelle et les points communs, privilégiant l'engagement plutôt que la coercition*", selon l'expert.

"Cette approche du 'vivre et laisser vivre' façonne la multipolarité, comme en témoignent les récents dialogues de Pékin, l'exposition la Ceinture et la Route et les échanges avec les BRICS", dit-il.

Quand la guerre, c'est la paix, le prix Nobel de la Paix, c'est le prix de la Guerre.

Le prix Nobel de la Paix décerné à une figure de l'opposition qui avait appelé à l'invasion du Venezuela - sputniknews.africa 10 oct. 2025

Le comité Nobel a choisi Maria Corina Machado, ancienne députée et figure de l'opposition vénézuélienne, comme lauréate de la catégorie récompensant les *"plus grands efforts pour le bien-être de l'humanité et le rapprochement des nations"*.

Le ministère vénézuélien des Affaires étrangères avait précédemment dénoncé l'appel de Machado à une *"attaque contre le Venezuela"* de la part des États-Unis lors d'une interview télévisée, au cours de laquelle elle avait évoqué la menace que ce pays des Caraïbes représentait pour l'hémisphère occidental.

Gaza : Netanyahu veut le prix Nobel de la paix pour Donald Trump - Paris Match 9 oct. 2025

Prix Nobel de la paix: Donald Trump félicite Maria Corina Machado et assure qu'elle a accepté la récompense "en son honneur" - BFMTV 11 octobre 2025

« La personne qui a reçu le prix Nobel m'a appelé aujourd'hui et m'a dit : 'Je l'accepte en votre honneur, car vous le méritez vraiment' », a déclaré le locataire de la Maison-Blanche.

"C'est très gentil de sa part. Je ne lui ai pas dit de me le donner, même si je pense qu'elle aurait pu le faire. Elle a été très gentille", a-t-il ensuite plaisanté.

Donald Trump n'a pas manqué non plus de souligner sa participation au combat mené par l'opposante vénézuélienne. *"Je l'ai aidée tout au long du processus. Ils ont besoin de beaucoup d'aide au Venezuela, c'est une catastrophe fondamentale"*, a-t-il assuré.

Lu.

María Corina Machado : un pion dans l'échiquier américain

Ce qui se joue au Venezuela n'est pas un simple duel entre une héroïne autoproclamée et un régime autoritaire, mais une machination sophistiquée où Machado, loin d'être une libératrice, incarne le fer de lance d'une stratégie états-unienne visant à plier un pays souverain. Soutenue par des financements douteux de la National Endowment for Democracy (NED) et de l'USAID, deux agences notoirement impliquées dans des opérations de changement de régime, Machado n'est pas une voix indépendante, mais une actrice d'un scénario écrit à Washington. Dès 2004, son ONG Sumate, abreuvée de fonds américains, orchestre un référendum révocatoire contre Hugo Chavez, prémices d'une campagne de déstabilisation qui se poursuit aujourd'hui. En 2023-2024, l'USAID a injecté 50 millions de dollars dans des organisations liées à l'opposition vénézuélienne, dont celles

connectées à Machado, pour «*augmenter les coûts de la fraude électorale*». Le site «*resultadosconvzla.com*», géré par Sumate, a diffusé des procès-verbaux falsifiés pour contester la victoire de Maduro en juillet 2024, une opération de désinformation savamment orchestrée. Ses 270 000 militants, organisés en «*comanditos*», ont semé le chaos post-électoral, suivant à la lettre les manuels de la NED pour les révolutions colorées.

Alliances et trahisons : le Venezuela sacrifié

Les alliances de Machado avec les cercles du pouvoir américain achèvent de lever le voile sur son rôle. Reçue par George W. Bush en 2005, puis par Barack Obama en 2015, elle a scellé son statut de partenaire privilégiée de Washington. Sous Trump, elle a soutenu Juan Guaido, cet éphémère «*président intérimaire*» autoproclamé, tout en plaidant pour des sanctions économiques qui ont saigné le Venezuela, une perte estimée à 228 milliards de dollars pour l'économie nationale, selon la Banque centrale du Venezuela. Son programme «*Tierra de Gracia*», qui prône la privatisation de PDVSA, la compagnie pétrolière d'État, trahit son alignement sur les intérêts des multinationales américaines, prêtes à s'emparer des richesses vénézuéliennes. Ses appels répétés à une intervention militaire étrangère, via la doctrine R2P ou le TIAR, et son soutien implicite à des opérations mercenaires comme l'Opération Gédéon en 2020, confirment qu'elle est moins une héroïne de la démocratie qu'un cheval de Troie au service d'un agenda impérial.

Santé.

Lu.

Republication de la vidéo de NTD France diffusée le 7 octobre 2025, transcription écrite d'Essentiel News

Selon le nouveau secrétaire à la Santé américain:

La baisse de 70% de la mortalité aux Etats-Unis et en Europe occidentale due aux maladies contagieuses depuis 1900, marque l'une des avancées les plus fondamentales en santé publique de toute l'histoire humaine. Etait-ce vraiment dû à la réussite des programmes de vaccination de masse?

L'étude la plus complète et basée sur des preuves qui examine rigoureusement cette question, est une étude financée par les CDC publiée en 2000, réalisée par une équipe de chercheurs des CDC et de l'Université Johns Hopkins, et dirigée par le Dr Bernard Guyer.

Un scientifique a minutieusement analysé 100 ans de données gouvernementales sur la mortalité due aux maladies infectieuses. Ils ont conclu que presque toutes les réductions de mortalité sont survenues avant l'introduction des vaccins et que les vaccinations ne pouvaient s'attribuer que peu de mérite.

Par exemple, en 1900, environ 13'000 Américains mouraient chaque année de la rougeole. En 1960 ce nombre était tombé à quelques centaines. Le vaccin contre la rougeole n'a été introduit que 3 ans plus tard, par conséquent presque toute la mortalité due à la rougeole avait disparue avant le vaccin, de sorte que le vaccin contre la rougeole ne peut vraiment pas s'attribuer le mérite d'avoir sauvé toutes ces vies.

Regardons la coqueluche, là encore nous voyons que la plus grande baisse de coqueluche s'est produite avant l'introduction du vaccin. Il en est de même pour la grippe. Les mortalités massives dues à la grippe avaient déjà disparu dans les années 1960, mais le vaccin n'a été largement diffusé que dans les années 1980. Donc une fois de plus le vaccin ne peut pas s'attribuer les mérites.

Et regardez comment les décès dus à la tuberculose ont simplement disparu en suivant exactement le même schéma que toutes ces autres maladies infectieuses, bien qu'il n'y ait pas eu de vaccination de masse contre la tuberculose aux Etats-Unis, la mortalité a disparu sans aucune aide d'un vaccin.

De même, il n'y a jamais eu de vaccin contre le scorbut, mais les décès dus au scorbut ont aussi disparu de la même manière. Il en est de même pour la scarlatine, dont j'ai souffert enfant. Les décès dus à la scarlatine ont disparu aux côtés des baisses de mortalité due à toutes ces autres contagions.

Alors qu'est-ce qui a réellement causé la baisse de la mortalité due aux maladies infectieuses?

Une étude de référence de 1977 par McKinlay et McKinlay était une lecture obligatoire dans la plupart des écoles de médecine américaines pendant les années 1970 et le début des années 1980. Cette étude attribuait la baisse non pas aux avancées ou innovations médicales mais presque exclusivement aux innovations agricoles et en ingénierie qui amélioraient la nutrition. Celles-ci incluaient de meilleures routes, le transport aérien et la réfrigération, ainsi que des systèmes d'assainissement plus performants.

C'est à cette période que les toilettes à chasse d'eau et la chloration de l'eau sont devenues courantes. Les McKinlay attribuent moins de 3,5% des baisses de mortalité à toutes les mesures médicales combinées, y compris antibiotiques, chirurgies et vaccins. L'introduction de la chloration correspond assez parfaitement à la baisse de la mortalité due aux maladies infectieuses.

En 1970, le Professeur Edward Kass de la Faculté de médecine de Harvard était sans doute l'autorité mondiale en matière de maladies infectieuses. Il était à la fois le fondateur et le rédacteur en chef de longue date du Journal des maladies infectieuses, et président et membre fondateur de la Société américaine des maladies infectieuses.

Cette année-là, lors de son discours lors d'une réunion conjointe de la Société américaine des maladies infectieuses et de la 10ème conférence internationale sur les agents antimicrobiens et la chimiothérapie, le Dr Kass a émis un avertissement public prémonitoire selon lequel des acteurs au sein de l'industrie médicale essaieraient de revendiquer le crédit pour la réduction monumentale des fatalités dues aux maladies afin d'avancer leurs profits, leur prestige et leur influence.

Le Dr Kass a contesté l'affirmation émergente selon laquelle les vaccins ont sauvé des centaines de millions de vies. Le docteur a observé que le déclin des morts massives dues aux grands tueurs de l'histoire s'est produit avant la prolifération généralisée des vaccins. Et il a mis en garde contre ce qu'il appelait les demi-vérités et le fait que la recherche médicale avait éradiqué les grands tueurs du passé comme la tuberculose, la diphtérie, la pneumonie, la septicémie, etc.

Il a mis en garde contre l'affirmation selon laquelle la recherche médicale et notre système supérieur de soins médicaux étaient des facteurs majeurs dans l'extension de l'espérance de vie. Le graphique trompeur que le sénateur Cantwell a montré à la nation est précisément le genre de dispositif de propagande scientifiquement infondé contre lequel le professeur Kass nous a mis en garde.

Et pourtant c'est un argument couramment utilisé par l'industrie pharmaceutique, les associations alliées, et leurs politiciens hautement payés. Ils nous ont évangélisés pour nous faire croire que les vaccins, seuls, ont sauvé toutes ces vies. Le sénateur Cantwell a reçu environ 456'000 dollars des compagnies pharmaceutiques.

L'affirmation selon laquelle les vaccins ont sauvé des centaines de millions de vies est si ancrée dans la sagesse conventionnelle qu'elle reçoit rarement le genre de scepticisme et d'examen scientifique rigoureux que les agences de santé publique devraient appliquer à tous les dogmes.

Les vaccins sont une partie critique de la santé publique, ils peuvent prévenir complètement les infections comme la rougeole et les blessures graves qui l'accompagnent parfois, et cela peut vous empêcher de propager la rougeole aux autres. Mais la foi aveugle en la vaccination seule comme seul recours contre l'infection a incliné notre système médical à sous-estimer le rôle des médicaments thérapeutiques, vitamines, de l'alimentation, de l'exercice, et d'autres changements de modes de vie qui pourraient fortifier les systèmes immunitaires humains contre toutes sortes de maladies.

L'idée que la bonne santé ne vient que dans une seringue déforme les priorités de santé publique et mène à des allocations erronées des ressources de santé publique.

France.

En famille. Le maître dégénéré et le docile laquais.

- Emmanuel Macron "*félicite le président Trump*" suite à l'accord de cessez-le-feu à Gaza - France 24 9 oct. 2025

- Guerre à Gaza: "*Le président Donald Trump a tracé une voie ambitieuse pour un accord global au Proche-Orient*", affirme Emmanuel Macron - BFMTV 9 oct. 2025

- Emmanuel Macron réitère son offre de fournir une "*force internationale de stabilisation*" à Gaza - France 24 9 oct. 2025

Dissolution : le RN triomphe dans les sondages, les macronistes en chute libre - RT 9 oct. 2025

Un sondage OpinionWay pour CNEWS place le Rassemblement national largement en tête des intentions de vote en cas de nouvelles législatives, avec 33 à 34%. Le bloc macroniste s'effondre à 14-16%, tandis que la gauche, même unie, reste largement distancée.

Le Rassemblement national (RN) domine les intentions de vote pour des élections législatives anticipées, selon un sondage OpinionWay pour CNEWS publié le 8 octobre 2025 juste avant l'intervention télévisée du Premier ministre.

Dans tous les scénarios envisagés par le sondage, le RN caracole en tête avec 33 % face à un Nouveau Front populaire (NFP) divisé, et jusqu'à 34 % face à une gauche unie (24 %).

Le bloc central, laminé, stagne entre 14 et 16 %, tandis que Les Républicains (LR) et l'UDI oscillent entre 12 et 13 %.

Le RN séduit particulièrement les 50-64 ans (45 %) et les catégories socioprofessionnelles modestes (37-39 %). Seuls les 18-24 ans résistent à cette dynamique, plaçant parfois le NFP en tête.

Palestine occupée.

Tous les médias mainstream titrent : « Des milliers de Gazaouis retournent chez eux... »

À quoi ressemble Gaza....

<https://www.dailymotion.com/video/x9rvsm2>

J-C - Pour ces massacres et destructions gigantesques Trump et Netanyahu devraient être arrêtés, emprisonnés, jugés, condamnés, exécutés, au lieu de cela, ils sont libres et parquent, mieux, Netanyahu réclame le Nobel de la Paix pour Trump !

Les médias du monde entier ont retransmis les images de ces deux nazis jubilant, alors que tout le monde a en tête l'effroyable crime qu'ils viennent de commettre à Gaza, ce qui tend à montrer aux populations et plus particulièrement aux jeunes du monde entier, que le recours à l'extrême injustice et à l'usage de la violence meurtrière est possible, et qu'ils peuvent échapper à toute législation, autrement dit, qu'ils peuvent être commis en toute impunité. Ils auraient voulu les cautionner ou en faire la promotion, qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement.

J-C - Ils espèrent que le niveau atteint par les destructions et le massacre leur permettra d'obtenir un long répit avant la prochaine guerre ouverte, à défaut d'être parvenu à leur fin provisoirement ou réaliser une seconde et définitive Nakba.

La résistance et la détermination du peuple palestinien n'ont pas faibli, les sionistes ne sont pas parvenus à les chasser de Palestine, cette guerre est un échec pour les sionistes et l'impérialisme anglo-saxon.

Le cessez-le-feu à Gaza, ou l'opportunité d'“un nouveau départ” - Courrier International 10 octobre 2025

Alors qu'Israël et le Hamas sont parvenus, dans la nuit de mercredi 8 au jeudi 9 octobre, à un accord sur un cessez-le-feu à Gaza, *The Economist* espère “un nouveau départ”, en couverture de son édition du 11 octobre.

“Cet accord préliminaire [...] pour mettre fin aux combats et libérer les otages peut dessiner une vision nouvelle pour le Moyen-Orient. Le chemin est étroit, mais il n'y avait pas eu pareille perspective de paix durable depuis les accords d'Oslo, en 1993 et 1995”, écrit l'hebdomadaire.

“Dans une région qui depuis des décennies n’a pas connu grand-chose d’autre que le conflit, le moment est extraordinaire : les chances sont ténues, mais réelles, un nouveau départ est possible”, conclut The Economist. Courrier International 10 octobre 2025

J-C - Courrier International et The Economist, c’est Rockefeller, Bilderberg et Rothschild...

Lu.

Qualifié d’*«historique»* par ses promoteurs et salué avec empressement par plusieurs chancelleries arabes et occidentales, le plan de Donald Trump pour Gaza ressemble moins à une passerelle vers la paix qu’à un carcan soigneusement façonné pour étouffer toute revendication palestinienne.

En réalité, l’asymétrie saute aux yeux : les Palestiniens doivent renoncer à leurs armes, céder leurs marges politiques, accepter une gouvernance étrangère. Israël, lui, conserve ses garanties sécuritaires, ses marges militaires et sa capacité à retarder indéfiniment toute avancée politique.

Peut-on croire encore à la neutralité d’un plan conçu dans le bureau ovale, présenté main dans la main avec Benjamin Netanyahu, et relayé par des chancelleries pressées de tourner la page du drame palestinien ? Tout indique que ce projet est un texte taillé sur mesure pour Israël, habillé d’un vernis diplomatique pour séduire l’opinion internationale.

Le vrai enjeu n’est pas la paix, mais la consolidation d’un rapport de force. Un rapport qui laisse les Palestiniens face à un choix impossible : accepter une paix mutilée, ou continuer à résister au risque d’être broyés.

Ce plan n’ouvre pas un chemin de réconciliation : il trace un corridor étroit où les Palestiniens doivent avancer les mains liées, tandis qu’Israël conserve la clé des portes. Une «paix» qui ressemble à une reddition encadrée.

En somme, il ne s’agit pas d’une solution mais d’un miroir aux alouettes : une architecture diplomatique fragile, construite sur un déséquilibre flagrant. Et comme souvent dans l’histoire des conflits asymétriques, quand la justice n’est pas au rendez-vous, la paix reste une illusion.

Lu.

Israël Shamir - Deux ans se sont écoulés depuis ce raid matinal mémorable, où les combattants du Hamas ont réalisé le rêve le plus fou de leur vie : s’évader de la prison de Gaza sur des ailes d’aigle. Ils ont très précisément survolé les barbelés et les champs de mines où leurs cruels gardiens les avaient enfermés pendant quinze longues années, et ont attaqué les geôliers.

Ce fut l’acte le plus courageux et le plus noble des combattants du Hamas. Retraçons le destin de Gaza avant ce jour fatidique. (<https://www.unz.com/ishamir/two-years-since/>)

J-C- Entre le 7 octobre 2023 et le 7 octobre 2025, les Palestiniens sont passés d'un camp de concentration à ciel ouvert à un d'un camp de concentration en ruine, et tous les acteurs politiques officiels se félicitent de l'accord entre Trump et les sionistes nazis imposé aux Palestiniens qui sanctionne cet état de fait.

"Espoir immense" : la communauté internationale salue l'accord conclu entre Israël et le Hamas - Euronews 9 octobre 2025

Sergueï Lavrov : la situation à Gaza est «catastrophique», le plan de Trump est «la meilleure» solution pour le moment - RT 9 oct. 2025

Dans une interview pour le programme de RT «*Ponts vers l'Est*».

Le plan de Donald Trump pour Gaza est « la meilleure option sur la table » Le plan du président américain Donald Trump, qui vise à régler le conflit dans la bande de Gaza, est actuellement la meilleure solution pour mettre fin au conflit, a déclaré Sergueï Lavrov. *« Trump a proposé ses 20 dispositions, dans lesquelles figure le mot "État". Mais tout cela est formulé de manière assez vague. Pourtant, nous sommes réalistes. Nous comprenons que c'est probablement la meilleure option sur la table, en ce moment au moins, du point de vue de l'acceptabilité pour les Arabes et d'un non rejet par Israël, et c'est ainsi que je qualifierais la position de Netanyahou »,* a-t-il souligné.

Néanmoins, ajoute Sergueï Lavrov, ce plan doit être « acceptable pour les Palestiniens ». *« Naturellement, nous souhaitons que réussissent les négociations indirectes qui se déroulent actuellement en Égypte avec la participation de la Turquie, de l'Égypte, du Qatar, des États-Unis et d'Israël, bien sûr, qui négocie avec le Hamas par le biais d'intermédiaires »,* a-t-il déclaré, notant l'importance *« d'arrêter toutes les hostilités »*.

J-C - Les Palestiniens sont-ils en position de force pour obtenir un plan "acceptable", évidemment non, Lavrov s'en tape, Xi aussi, tous s'en foutent, aucun Etat n'a tenté de briser le blocus de Gaza par crainte des représailles des Etats-Unis.

Lu.

Ces deux dernières années, des citoyens du monde *«dans 137 pays concernant [la guerre à] Gaza, une vague de protestations sans précédent. À titre de comparaison, lors des manifestations mondiales contre la guerre qui ont précédé la guerre en Irak en 2003, des manifestations ont eu lieu dans 100 pays, selon les estimations les plus larges»,* écrit le journal mainstream néerlandais Volkskrant, le 7 octobre 2025.

Rien que le week-end dernier, des manifestations contre le génocide à Gaza ont eu lieu à Amsterdam (250 000 personnes), Rome (250 000 personnes), Madrid (92 000 personnes), Barcelone (70 000 personnes), Dublin («des milliers»), Istanbul, à *«Londres, où un millier de personnes ont manifesté malgré les appels du gouvernement à s'en abstenir»* et dans de nombreuses autres villes. Ces mobilisations font notamment suite à l'interception par Israël d'une partie de la flottille internationale avec Greta Thunberg constituée d'une cinquantaine de bateaux visant à rompre le blocus imposé par Israël à la bande de Gaza et à livrer de l'aide humanitaire aux Gazaouis.

L'organisation internationale à but non lucratif Armed Conflict Location and Event Data (ACLED) a «recensé 52 000 manifestations liées à la situation à Gaza au cours des 24 derniers mois, dont 47 000 en faveur de la Palestine et 3000 en faveur d'Israël. Les autres manifestations ont condamné les violences des deux camps».

«Les manifestations pro-israéliennes les plus nombreuses ont eu lieu en octobre 2023 (386 au total)».

Selon l'étude du Volkskrant, le nombre de manifestations le plus élevé est au Yémen (15 069) et aux USA (5931). Si on ajoute tous les pays européens mentionnés dans l'étude (France, Italie, Espagne, Allemagne, Pays-Bas, Angleterre, Norvège), cela fait 6632 manifestations, et donc plus qu'aux USA. En Israël, il y en a eu 2499 et en France 1633...

Il n'y a pas eu de manifestations concernant la guerre à Gaza dans certains pays : la Zambie, le Botswana, le Vietnam, le Cambodge, la Russie, la Chine...

Des millions de personnes de tous les continents se sont mobilisées principalement pour la paix, le cessez-le-feu, contre le génocide dans la bande de Gaza et beaucoup moins pour la libération des otages israéliens détenus par le Hamas.

Les États-Unis ont déboursé 21,7 milliards d'aide militaire à Israël depuis la guerre à Gaza 9 oct. 2025

Les États-Unis ont dépensé 21,7 milliards de dollars pour Israël depuis octobre 2023, ainsi que 9,65 à 12,07 milliards pour des opérations régionales. Ce soutien, vital pour l'armée israélienne à Gaza, suscite des accusations de complicité dans des crimes de guerre, malgré un accord de cessez-le-feu en cours.

Deux ans après l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023, l'universitaire William D. Hartung, du Quincy Institute, révèle que les États-Unis ont investi 21,7 milliards de dollars d'aide militaire en faveur d'Israël entre octobre 2023 et septembre 2025, selon une analyse de la Watson School de Brown University.

Ce montant, basé sur des données publiques, couvre les administrations Biden (17,9 milliards jusqu'en octobre 2024) et Trump (3,8 milliards depuis janvier 2025), incluant armes, bombes, missiles de défense (5 milliards) et réapprovisionnements (4,5 milliards), avec 8 milliards pour équipements et services.

Parallèlement, un rapport complémentaire estime que les opérations militaires américaines au Yémen, en Iran et ailleurs ont coûté entre 9,65 et 12,07 milliards, portant la facture totale du conflit entre 31,35 et 33,77 milliards de dollars.

Etats-Unis.

Donald Trump annonce des droits de douane de 100 % contre la Chine - France 24 10 octobre 2025

En réaction à de nouvelles restrictions chinoises sur les exportations de terres rares, le président américain a annoncé une surtaxe de 100 % sur les importations chinoises, s'ajoutant aux droits de douane déjà en vigueur. Certains pourraient ainsi atteindre 150 %, voire 200 % selon les secteurs concernés. Cette escalade met fin à une fragile trêve commerciale entre les deux puissances.

Cela pourrait amener certains droits de douane à 150 %, voire 200 % selon les secteurs, qui pourraient dans certains cas encore s'ajouter aux taux préexistants au retour de Donald Trump à la Maison Blanche.

Donald Trump avait déjà déclaré vendredi, toujours sur Truth Social, qu'il n'y avait *"plus de raison"* valable de rencontrer comme prévu son homologue chinois Xi Jinping dans deux semaines, en raison de l'attitude devenue *"très hostile"* de la Chine.

Le géant asiatique est le premier producteur mondial de terres rares, ces matériaux indispensables aux industriels, et Washington l'accusait déjà d'abuser de cette position dominante.

Les nouveaux contrôles annoncés jeudi par Pékin concernent l'exportation des technologies liées à l'extraction et la production de ces matériaux, selon un communiqué du ministère chinois du Commerce.

"Il n'est pas possible que la Chine soit autorisée à tenir le monde 'en otage' mais cela semble être leur projet depuis un moment", a jugé Donald Trump.

Autre accrochage commercial, la Chine a annoncé vendredi qu'elle allait imposer des droits *"spéciaux"* aux bateaux américains dans ses ports, en représailles à des mesures similaires prises en avril par Washington.

Les bateaux appartenant à des entreprises américaines, construits aux États-Unis ou affrétés par des sociétés américaines, devront s'acquitter d'un montant de 48 euros par tonne lorsqu'ils accosteront dans les ports chinois. Le tarif passera à 78 euros en avril prochain, avant d'augmenter chaque année. Cette mesure entrera en vigueur le 14 octobre. Soit le même jour que l'entrée en vigueur de mesures similaires validée en avril par les autorités américaines à l'encontre des navires chinois.

Ces « redevances portuaires spéciales » s'appliqueront à chaque voyage effectué vers la Chine, et non à chaque escale si le bâtiment en fait plusieurs en Chine, sans dépasser cinq impositions par an, a précisé le ministère des Transports. Un porte-parole du ministère chinois des Transports a qualifié l'initiative de Pékin de *« démarche légitime visant à protéger les droits et intérêts légaux des compagnies maritimes chinoises »*.

« Nous exhortons les États-Unis à rectifier sans délai leurs agissements et à mettre fin aux contraintes déraisonnables exercées sur l'industrie maritime chinoise », a-t-il souligné.

Pour Washington, il s'agit de contrer la domination chinoise dans la construction de navires de commerce et de relancer la construction navale aux États-Unis. En effet, l'industrie américaine de la

construction navale, puissante après la Seconde Guerre mondiale, représente aujourd'hui moins de 1% de la production mondiale. Le marché est dominé par la Chine, la Corée du Sud et le Japon.

Les États-Unis ont de leur côté dit avoir retiré des "millions" de références de produits chinois interdits des plateformes de commerce électronique. AFP et RFI 10 et 11 octobre 2025

Argentine : les États-Unis de Donald Trump volent au secours du peso et de Javier Milei - France 24 10 octobre 2025

Les États-Unis ont annoncé jeudi des mesures pour soutenir le peso argentin et le président ultralibéral Javier Milei, un allié de Donald Trump. Cette annonce intervient à un moment critique pour l'Argentine, à moins de trois semaines des élections législatives de mi-mandat.

Le gouvernement américain a annoncé jeudi 9 octobre avoir acheté des pesos argentins et "finalisé" un accord pour un échange de devises avec la banque centrale du pays sud-américain, pour soutenir la monnaie et le président Javier Milei, allié de Donald Trump.

"Aujourd'hui, nous avons acheté directement des pesos argentins. De plus, nous avons finalisé un accord d'échange de devises d'un montant de 20 milliards de dollars avec la Banque centrale argentine", a fait savoir le ministre américain des Finances Scott Bessent, sur X. Selon lui, le gouvernement est "déterminé à soutenir les alliés des États-Unis", parmi lesquels figure le président ultralibéral Javier Milei.

En début de soirée, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a félicité Scott Bessent pour cette *"grande nouvelle concernant (sa) puissante action en faveur de l'Argentine"*. *"Le FMI est totalement en harmonie avec le soutien au solide programme économique (de l'Argentine), axé sur une discipline budgétaire et sur un régime de changes robuste pour faciliter la constitution de réserves"*, a-t-elle relevé sur X.

Finlande.

Lu.

En Finlande, poser une mauvaise question peut désormais mener un journaliste en garde à vue.

Un journaliste indépendant a été arrêté après avoir simplement tenté d'interroger le président de la République finlandaise, le très atlantiste Alexander Stubb :

«Est-il moral que la Finlande poursuive ses achats d'armes à Israël, un pays accusé de génocide par l'ONU ?»

Alexander Stubb ne bronche pas et monte dans sa voiture officielle. Les portières de la voiture sont à peine fermées qu'un responsable de la sécurité présidentielle vient arrêter le journaliste et interdit à un cameraman de filmer la scène.

Bienvenue dans l'Europe des «valeurs démocratiques».

La Finlande achète des missiles israéliens

Au mois d'août 2025, le ministre finlandais de la Défense, Antti Häkkinen, déclarait qu'il n'était pas nécessaire de revoir la politique du pays en matière d'échanges d'armement avec Israël, en dépit du génocide commis par l'armée israélienne à Gaza. La Finlande poursuit notamment en ce moment l'acquisition de missiles israéliens de défense aérienne connus sous le nom de système «*David's Sling*».

Les députés finlandais vont s'entraîner à travailler dans des abris souterrains – RT 10 oct. 2025

Les députés finlandais mèneront le mois prochain des exercices d'entraînement souterrains afin de s'adapter au travail dans des conditions de guerre, selon ce qui a été rapporté par les médias locaux. Les officiels occidentaux se montrent de plus en plus alarmistes face à ce qu'ils qualifient de menace de la Russie, alors que Moscou a démenti à plusieurs reprises une quelconque intention hostile envers les pays de l'OTAN ou de l'UE.

Argentine.

En Argentine, le Parlement restreint la capacité du président Milei de gouverner par décrets - France 24 9 octobre 2025

Le Parlement en Argentine a une nouvelle fois défié le président ultralibéral Javier Milei, rognant un peu sur ses pouvoirs, en votant mercredi 8 octobre à une large majorité une restriction de l'usage des décrets-lois, outil maintes fois employé par le chef de l'État en 22 mois au pouvoir.

Le camouflet, venant après déjà plusieurs échecs ces derniers mois du président sur des textes ou vetos, souligne les difficultés croissantes de Javier Milei pour gouverner, face à un Parlement où il est minoritaire, et qui est de plus en plus enclin au bras de fer.

Mercredi, la Chambre des députés, dans les pas du Sénat argentin le mois dernier, a approuvé largement (140 voix pour, 80 contre parmi les présents) un texte qui restreint face au Parlement la force d'un "DNU", un "*Décret de nécessité et d'urgence*", autrement dit un décret à force de loi. Le décret nécessiterait désormais le rejet d'une seule Chambre, et non plus des deux, pour devenir caduc.

Toutefois, pour un article qui n'a pas obtenu la majorité des députés, le texte devra repasser au Sénat, où son issue ne fait guère de doute : le parti de Milei y est encore plus minoritaire qu'à la chambre basse.